



## **COMMUNIQUE FINAL DE LA 15<sup>ème</sup> REUNION DE LA PLATEFORME DE PARTENARIAT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE EN AFRIQUE (PDDAA PP)**

***“Améliorer le commerce et l'accès au marché pour une transformation accélérée de l'agriculture”***

**11 – 14 Juin 2019  
Nairobi, Kenya**

### **INTRODUCTION**

1. Réunie sous le thème «Améliorer le commerce et l'accès aux marchés pour une transformation accélérée de l'agriculture», la 15<sup>ème</sup> réunion de la plate-forme de partenariat du Programme de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) a été co-organisée par le gouvernement du Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et les communautés économiques régionales (CER), en partenariat avec les partenaires techniques et de développement, les acteurs non étatiques du PDDAA, les secteurs privés, du 11 au 14 juin 2019. Cette rencontre internationale a été abritée par la République du Kenya à Safari Park Hôtel et casino, Nairobi, Kenya.
2. Environ cinq cent (500) personnes ont participé sur un total de sept cent trente (730) participants officiellement accrédités, comprenant des représentants du Parlement panafricain et des organisations parlementaires régionales, d'organisations internationales (CUA, AUDA-NEPAD, agences des Nations Unies, autres organisations multilatérales et bilatérales), des CER, Gouvernements, organisations paysannes panafricaines, organisations de la société civile, organisations de femmes et de jeunes, institutions financières, organisations de recherche agricole et techniques, secteur privé, institutions de médias et partenaires de développement.
3. L'objectif global de la 15<sup>ème</sup> réunion du PDDAA PP était de fournir aux décideurs politiques des États membres de l'UA, des organisations panafricaines, des partenaires techniques et de développement et d'autres acteurs non étatiques la possibilité de réfléchir ensemble, de partager les meilleures pratiques et d'identifier les stratégies et les politiques. favoriser l'intégration, améliorer l'accès aux marchés et le commerce intra régional de produits de base et de services agricoles dans la recherche de résultats économiques et de sécurité alimentaire.
4. La session principale du PP a été précédée d'un dialogue d'une journée avec des parlementaires africains et de manifestations organisées avec des

partenaires parallèles. Elle a été suivie d'un certain nombre de séances parallèles synchronisées sur divers sujets connexes, éclairées par le thème. Une liste séparée des événements préalables, des événements partenaires et des présentations faites lors de séances en petits groupes figure dans une annexe au présent communiqué.

5. La cérémonie d'ouverture du 15<sup>ème</sup> CAADP PP a été honorée par les déclarations liminaires de l'invité d'honneur, Son Excellence William Ruto, vice-président de la République du Kenya, Son Excellence l'Ambassadeur Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de l'Union africaine, Son Excellence Christoph Bazivamo, secrétaire général adjoint de la Communauté de l'Afrique de l'Est, et l'honorable Mwangi Kiunjuri, Ministre de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et de l'irrigation de la République du Kenya. Le Dr Hamady Diop, qui a prononcé un discours au nom du Dr Ibrahim Assane Mayaki, Secrétaire Exécutif du bureau de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), du Dr Chris Muyunda, président du PDDAA, a également pris la parole. M. Christopher Shepherd-Pratt, Chef de la politique alimentaire et agricole du Bureau de la sécurité alimentaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), représentant les partenaires de développement.
6. Dans leurs remarques, les orateurs susnommés ont transmis des messages clés sur le thème du PP et de la transformation de l'agriculture, qui sont repris dans la section suivante de ce communiqué.
7. Le Vice-Président de la République du Kenya et le commissaire en charge de l'économie rurale et de l'agriculture ont lancé les produits de la connaissance du PDDAA en remettant aux ministres des États membres et aux représentants des communautés économiques régionales présents dans le PP, les dispositifs de stockage de données électroniques et un résumé rapports du premier rapport biennal du PDDAA-Malabo (2016-2017).
8. Au cours du débat ministériel de haut niveau, les ministres ont examiné et partagé leurs points de vue et l'expérience de leurs pays respectifs dans le cadre de la mise en œuvre et de la transposition de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture, de la Zone de libre-échange continentale (ZLECA), récemment lancée, ainsi que le thème de la plate-forme de partenariat du PDDAA.
9. Les ministres ont mis en exergue les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'investissement en cours dans le secteur agricole et la manière dont leurs gouvernements repositionnent ce secteur de manière à accroître les investissements (des secteurs public et privé), en s'attachant tout particulièrement à ouvrir de nouveaux marchés pour les produits de afin de tirer parti de l'opportunité offerte par l'AfCFTA récemment lancé.
10. Les ministres ont en outre souligné la manière dont les ressources sont mobilisées et utilisées pour financer la production, la transformation, le stockage et le transport de leurs produits stratégiques tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et les ressources naturelles, destinés à la fois au commerce intra-africain et aux marchés transcontinentaux.

11. Après s'être familiarisés avec le Malabo Reporting Tool, une plate-forme Web interactive d'accès aux informations et aux rapports, qui vient d'être lancé, les ministres ont mis en évidence les principaux facteurs à l'origine ou susceptibles d'entraver les progrès, selon les cas. marquer des progrès ou inverser l'image avec l'intention d'améliorer la performance de chaque pays lors du prochain cycle de reporting continental.

## **MESSAGES CLÉS**

12. Il est essentiel que les responsables politiques des États membres reconnaissent que le libre-échange est la solution, car il garantit que chaque producteur est connecté au marché lorsque les droits de douane prohibitifs sont supprimés aux frontières. Cependant, pour que le libre-échange atteigne le niveau d'intensité souhaité, il est essentiel de mettre en place l'infrastructure de transport, de marché et de communication appropriée, afin de faciliter l'accès et la connectivité entre les points d'échange.
13. L'importance de relier la transformation de l'agriculture au développement d'infrastructures permettant de prendre en compte la transformation du monde rural; notamment le déploiement des routes, des chemins de fer, de l'énergie et des TIC pour mettre un terme à la migration rurale-urbaine et internationale des jeunes générations.
14. Il est essentiel que les décideurs des gouvernements des États membres reconnaissent que l'élimination des droits de douane pour tirer des revenus du commerce transfrontalier est un compromis optimal, car il est prédit que l'effondrement de 90% des droits de douane à l'importation en Afrique peut générer une croissance de 52,3%. taux de la valeur commerciale, ce qui est assez substantiel.
15. Considérant le défi persistant du financement des plans nationaux de développement et d'investissement qui entravent toujours les performances du secteur agricole et ses répercussions profondes sur l'incapacité d'atteindre l'objectif de mettre fin à la faim d'ici 2025, il est important de susciter un besoin criant d'attirer des donateurs en ayant des projets de développement solides.
16. L'Afrique est restée un acteur marginal du commerce mondial, considérant que sa part dans les exportations mondiales ne représente en moyenne que trois pour cent, alors que sa facture d'importation a considérablement augmenté avec le temps.
17. Il est impératif que le profit tiré du commerce dépasse le simple échange de biens et de services, compte tenu en particulier des avantages et des effets multiples; ce triplement du commerce intra-africain est possible.
18. L'élevage et la pêche contribuent de manière substantielle à l'amélioration des moyens de subsistance et à la croissance économique des pays africains, représentant jusqu'à 50% du PIB agricole; pourtant, les investissements dans ce secteur sont très limités. À cet égard, il est essentiel de changer le discours et les facteurs d'investissement, de recherche et d'innovation dans l'élevage, la pêche et leurs chaînes de valeur afin d'atteindre la sécurité alimentaire et

d'atteindre les objectifs de Malabo et des ODD de mettre fin à la faim et de réduire la pauvreté.

19. Inviter la CUA, l'AUDA-NEPAD et ses partenaires à incorporer des indicateurs de l'élevage et de la pêche couvrant le financement, la productivité, le commerce et la résilience dans le mécanisme de rapport de révision de Malabo.
20. L'utilisation des données et des informations commerciales est essentielle pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo, notamment en aidant à hiérarchiser et à mieux cibler l'aide vers une croissance accrue du secteur privé et un commerce accru. Il est donc essentiel que nous, en tant que continent, soyons dotés d'un système efficace de saisie des données nous permettant de savoir à tout moment où nous en sommes sur les questions relatives au commerce.
21. Inviter l'Union africaine à élaborer et à établir des directives établissant la position africaine sur les semences génétiquement modifiées afin de sensibiliser davantage l'opinion publique à travers le continent.

## **RECOMMANDATIONS**

Participants à la 15<sup>ème</sup> réunion du PDDAA PP,

1. Invitent la Commission de l'Union africaine à aider les CER et les États membres à élaborer des actions concrètes pour tirer parti des opportunités offertes par la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).
2. Exhortent les principales institutions responsables de la création et du maintien de l'infrastructure de marché et du commerce à travailler ensemble pour développer des stratégies et des mécanismes permettant d'accroître l'accès à l'information grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, renforçant les pratiques commerciales pour transformer les systèmes de marché et créant un environnement politique favorable transformer les systèmes de marché.
3. Considérant qu'il est absolument nécessaire d'accélérer le développement de l'industrie agro-alimentaire grâce à une approche fondée sur la chaîne de valeur pour transformer l'agriculture, exhortez les États membres à établir des liens plus solides entre les politiques et les stratégies pragmatiques permettant de réaliser les objectifs de développement agricole, commercial et agricole; développement industriel.
4. Soutiennent que le secteur privé est en mesure de transformer potentiellement l'agriculture en liant les productions aux marchés. Par conséquent, encouragez les gouvernements des États Membres à institutionnaliser des partenariats public-privé qui favorisent des investissements innovants dans les chaînes de valeur agricoles et qui attirent facilement le commerce intra-africain et les marchés étrangers.
5. Encouragent la CUA, l'AUDA-NEPAD, les CER et les États membres à élaborer des stratégies pour rendre l'agriculture et l'agroalimentaire attrayantes pour les

jeunes, ce qui peut prendre en compte un certain nombre d'approches novatrices pour créer des opportunités pour les jeunes, y compris: idées novatrices pour investir dans l'agriculture et ses chaînes de valeur, y compris l'utilisation de la technologie dans l'agriculture); Fonds pour les jeunes entrepreneurs du secteur agroalimentaire; Réseaux de défense des politiques des jeunes dans l'agriculture et l'agroalimentaire (pour le plaidoyer entre pairs); Des parcelles de terrain en tant qu'incitatifs pour la réussite des projets agricoles des jeunes.

6. Invitent les institutions de l'Union africaine à encourager les petits exploitants agricoles à considérer l'agriculture comme une entreprise et à mobiliser différents partenariats, existants et nouveaux, afin de faciliter l'accès des petits exploitants agricoles, des femmes et des jeunes aux marchés, dans les chaînes de valeur stratégiques, et à mettre en place un conseil international pour: rédiger et formuler des questions concernant les jeunes et les femmes afin d'accroître leur compétitivité dans le contexte de la ZLECA.
7. Exhortent les États membres à traduire les politiques nationales dans un langage simplifié, facile à comprendre par les agriculteurs, afin que ces politiques soient appréciées et suscitent action et application à grande échelle..
8. Exhortent les Chefs d'État et de gouvernement de l'UA à envisager de poursuivre l'initiative sur la monnaie unique et commerciale afin de faciliter les échanges entre pays voisins et de protéger les coopératives d'agriculteurs contre les pertes de change.
9. Invitent la CUA, l'AUDA-NEPAD et les partenaires à développer de nouveaux outils et approches pour générer des informations permettant de mieux quantifier le commerce entre les États membres dans le but de faciliter le commerce intra-africain conformément à la Déclaration de Malabo.
10. Invitent le NEPAD et la CUA à travailler en étroite collaboration avec les CER pour élaborer des mécanismes / protocoles, systèmes et outils de suivi du commerce informel formel et transfrontalier des produits et services de l'agriculture et veiller à ce que ces informations soient accessibles aux utilisateurs intéressés dans des formats appropriés.
11. Encouragent les CER à veiller à ce que la libéralisation tarifaire protège les produits essentiels à la sécurité alimentaire et à valeur ajoutée, y compris la protection des aliments et des semences indigènes.
12. Encouragent les institutions de l'Union africaine à soutenir les travaux du COMESA, de la SADC et de la CEDEAO sur l'harmonisation de leurs politiques semencières respectives.
13. Encouragent les CER et les États membres à renforcer les systèmes d'infrastructure de qualité pour la normalisation de la sécurité alimentaire, de la santé des végétaux, de la santé animale, de la qualité et de la protection de l'environnement des biens, services et processus qui comprennent des cadres et pratiques institutionnels, politiques et réglementaires.

14. Invitent la CUA et l'AUDA-NEPAD à mener un processus de consultation et de développement inclusif sur une architecture de financement des investissements uniquement dans les systèmes agricoles et alimentaires africains, visant à garantir la réalisation des objectifs connexes de la Déclaration de Malabo, de l'Agenda 2063 et des ODD. Cela devrait concerner à la fois l'augmentation du volume des investissements ainsi que la qualité et la répartition stratégique appropriée des investissements. Une proposition doit être élaborée et présentée pour approbation au prochain PP du PDDAA avant d'être soumise aux processus de l'UA concernés.
15. Encouragent les États membres à fournir une éducation, une information et une communication pertinentes aux différentes parties prenantes, y compris les normes et les exigences de conformité.
16. Encouragent les CER et les États membres à élaborer et à harmoniser des normes nationales et régionales, fondées sur le principe 1-1-1, qui sont conformes aux normes internationales relatives aux chaînes de valeur pour améliorer la compétitivité des produits africains et le commerce intra-africain.
17. Encourager les CER et les États membres à élaborer des cadres politiques pour l'enrichissement des aliments en soutenant le développement d'un modèle solide d'enrichissement des aliments pour les petits agriculteurs, qui comprend des mécanismes d'assurance qualité renforcés pour accroître les opportunités commerciales des marchés locaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux.
18. Le communiqué sur le dialogue parlementaire a été immédiatement publié au cours de la séance de clôture de la séance plénière, mais un communiqué séparé a été préparé pour la réunion ministérielle à huis clos.
19. Les participants remercient la CUA, l'AUDA-NEPAD et leurs partenaires d'avoir mis en valeur le PP du PDDAA en invitant les ministres responsables de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et les parlementaires aux niveaux continental, régional et national. C'était une plate-forme riche d'apprentissage et d'échange entre pairs. Les participants ont assuré aux organisateurs qu'ils utiliseraient les connaissances et l'expérience acquises lors de cette réunion pour faire avancer et développer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des engagements de Malabo sur le continent africain.

**Fait le 14 juin 2019 à Nairobi, Kenya**